

<b>Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées</b>			
<b>Référence : UID4243 MEA 017 243</b>		<b>Date du rapport : 07/12/2017</b>	
<b>Nom et adresse de l'établissement contrôlé</b>		<b>Code DREAL</b>	
Société THOMAS GRANULATS Lieu dit « Montclaret » 42610 ST GEORGES HAUTEVILLE		S3IC 61-1276 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input checked="" type="checkbox"/> PR <input type="checkbox"/> P3 <input type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS	
<b>Activité principale : 2510-1</b> Exploitation d'une carrière de roches dures <b>2515-1</b> Installation de concassage, criblage de matériaux			
<b>Date du contrôle : 06/11/2017</b>			
<b>Inspecteur(s) : Stéphanie ROME</b>			
<b>Type de contrôle</b>			
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection approfondie <input checked="" type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection sur site <input type="checkbox"/> Inspection sur pièce
<b>Circonstances du contrôle</b>			
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du .....		<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :	
<b>Thème(s) du contrôle</b> • Arrêté préfectoral d'autorisation du 20 septembre 2016(article 7, 10, 14, 16.1, 16.2, 18, 19, 20, 21, 29.2 et 29.3)			
<b>Principale(s) installation(s) contrôlée(s)</b> • Limite du site à l'Est et piste Ouest			
<b>Référentiel(s) du contrôle</b> • Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 20 septembre 2016 • Rapport du 1 <sup>er</sup> août 2014 relatif à la précédente inspection du 24 juin 2014			
<b>Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)</b>			
<b>Nom</b>	<b>Société</b>	<b>Qualité</b>	
M. BROUILLER	THOMAS GRANULATS	Gérant et Directeur Technique	
<b>Copies</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input checked="" type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Cellule MEA <input type="checkbox"/> Autre :		
<b>Autres informations</b>			

## Constats de l'inspection

### I – Contexte

Cette carrière a bénéficié récemment d'un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation (AP du 20 septembre 2016) pour une durée de 30 ans.

Il s'agissait d'un renouvellement des parcelles déjà autorisées ainsi que d'une extension sur environ 9,7 ha.

L'inspection objet de ce rapport a donc eu pour objectif principal de vérifier les dispositions préalables à l'exploitation.

### II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

#### 2.1 – Suites données à la précédente inspection :

La dernière inspection avait été réalisée avec un référentiel différent puisque c'était encore l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1<sup>er</sup> septembre 1999 :

- Article 7.7 : le plan d'exploitation n'est toujours pas transmis systématiquement chaque année (cf. constat ci-après) ; en revanche, les pentes de piste sont désormais indiquées sur le plan.
- Article 10.2 : la récupération des eaux pluviales a été étudiée dans le cadre du dossier de demande de renouvellement et d'extension mais n'est toujours pas optimale (cf. constat ci-après).
- Article 11.3 : le suivi des retombées de poussières n'a pas été vérifié ; en revanche, il a été rappelé à l'exploitant de l'arrêté ministériel du 21 septembre 1994 applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 (nouvelles dispositions réglementaires concernant les mesures de retombées de poussières).
- Article 14.1 : la problématique des émissions sonores a été étudiée dans le dossier et a trouvé une solution dans le déplacement des installations sur une plateforme à créer à la cote 510 m NGF.

Néanmoins, l'exploitant a émis l'hypothèse, lors de l'inspection, de ne pas créer cette plateforme et de remplacer les installations fixes existantes par des installations mobiles. Cette évolution devra faire l'objet d'un dossier de demande de modification à adresser au Préfet de la Loire avant l'échéance de la première phase quinquennale.

## 2.2 Constats réalisés lors de l'inspection

Constat N°1		
<p align="center">Référence réglementaire Article 7 de l'APA du 20/09/2016</p>		
<p><u>Rappel de la prescription :</u></p> <p>Préalablement à l'extraction des matériaux proprement dite, l'exploitant est tenu d'adresser au Préfet un dossier, en trois exemplaires, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le document établissant la constitution des garanties financières visé à l'article 5 du présent arrêté ;</li> <li>- les documents attestant de l'exécution des mesures prévues à l'article 16 du présent arrêté ;</li> <li>- le plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière.</li> </ul>		
<p><u>Constat :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas adressé ce dossier, à l'exclusion de l'acte de cautionnement qui a bien été transmis à l'inspection (valable jusqu'au 20/09/2021 pour une somme de 230 763 €).</p>		
Conclusion		Délai ou calendrier (*)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation		
<input type="checkbox"/> Observation		
<input checked="" type="checkbox"/> Non conformité	<i>L'exploitant doit transmettre un plan de bornage complet ainsi que qu'un plan de gestion des déchets mis à jour.</i>	<b>3 mois</b>
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°2		
<p align="center">Référence réglementaire Article 10 de l'APA du 20/09/2016</p>		
<p><u>Rappel de la prescription :</u></p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li> <li>- les bords de la fouille,</li> <li>- les courbes de niveau,</li> <li>- les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille, ...),</li> <li>- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,</li> <li>- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux,</li> <li>- les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction,</li> <li>- les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs.</li> </ul>		
<p><u>Constat :</u></p> <p>L'exploitant a présenté un plan de novembre 2016 mais ce dernier présentait un périmètre d'autorisation erroné.</p>		
Conclusion		Délai ou calendrier (*)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation		
<input checked="" type="checkbox"/> Observation	<i>L'exploitant doit mettre à jour et transmettre son plan d'exploitant en prenant en compte les données de son arrêté préfectoral d'autorisation du 20/09/2016.</i>	<b>3 mois</b>
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°3		
<b>Référence réglementaire</b> Article 14 de l'APA du 20/09/2016		
<b><u>Rappel de la prescription :</u></b>  L'accès au site est contrôlé par une barrière mobile, verrouillée en dehors des heures de travail, de manière à interdire l'accès à tout véhicule étranger à l'entreprise.  Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour des zones en cours d'exploitation et de toute autre zone dangereuse.  Le danger, notamment présenté par la proximité des fronts de taille devra être signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux "chantier interdit au public" sont mis en place sur les voies d'accès. Les bassins de décantation seront interdits par une clôture ou tout moyen équivalent. Des moyens de secours adaptés (bouée, ligne de vie...) seront disponibles à proximité.		
<b><u>Constat :</u></b>  Tout le site n'est pas clôturé notamment en partie sud-est. En partie nord, certaines zones ne sont pas clôturées mais les talus pentus ainsi que la végétation présente forment une barrière naturelle. Il serait utile de positionner sur un plan les clôtures et/ou barrières naturelles pour s'assurer que l'ensemble du site est clôturé efficacement.		
Conclusion		Délai ou calendrier (*)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation		
<input type="checkbox"/> Observation		
<input checked="" type="checkbox"/> Non conformité	<i>L'exploitant doit compléter les clôtures et rajouter des panneaux indiquant le danger.</i>	<b>3 mois</b>
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°5		
<b>Référence réglementaire</b> Article 16.1 de l'APA du 20/09/2016		
<b><u>Rappel de la prescription :</u></b>  Le bénéficiaire de la présente autorisation doit apposer, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.		
<b><u>Constat :</u></b>  Panneau présent à l'entrée du site.		
Conclusion		Délai ou calendrier (*)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation		
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°6		
Référence réglementaire Article 16.2 de l'APA du 20/09/2016		
<u>Rappel de la prescription :</u>  L'exploitant procède au bornage du périmètre autorisé défini à l'article 1 du présent arrêté. Des bornes sont placées en tous les points nécessaires pour déterminer le dit périmètre, et complétées si besoin de bornes de nivellement. Le procès-verbal de bornage est adressé à l'Inspection des Installations Classées.  Ces bornes facilement visibles et accessibles, doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.  A l'intérieur du périmètre ainsi déterminé, un piquetage indique la limite d'arrêt des travaux d'extraction (y compris celle des matériaux de découverte) qui doit se situer à au moins 10 mètres des limites des parcelles autorisées. Cette limite est matérialisée sur le terrain préalablement à la réalisation de la découverte dans un secteur donné et conservée jusqu'au réaménagement de ce même secteur.		
<u>Constat :</u>  Le bornage n'a pas été réalisé suite à l'extension du site dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 20/09/2016. Par ailleurs les bornes ne sont pas facilement visibles et accessibles en tout point du périmètre.		
Conclusion		Délai ou calendrier (*)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation		
<input type="checkbox"/> Observation		
<input checked="" type="checkbox"/> Non conformité	<i>Transmettre un plan de bornage complet et mettre en place toutes les bornes nécessaires pour déterminer le périmètre autorisé.</i>	<b>3 mois</b>
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°7		
Référence réglementaire Article 18 de l'APA du 20/09/2016		
<u>Rappel de la prescription :</u>  Le phasage d'exploitation (cf. plan de phasage annexé au présent arrêté) doit être scrupuleusement respecté. Phase I (2016 à 2021) : Exploitation de la zone nord-ouest jusqu'à la cote 490 m NGF ; Terrassement de la nouvelle plate-forme Déplacement des installations à la cote 510 m NGF.		
<u>Constat :</u>  Le terrassement de la nouvelle plate-forme n'a pas encore été réalisé. L'exploitant envisage de ne pas faire ce terrassement et de remplacer l'installation fixe par une installation mobile. Cette évolution nécessitera un dossier de modification préalable.		
Conclusion		Délai ou calendrier (*)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation		
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°8		
Référence réglementaire Article 19 de l'APA du 20/09/2016		
<u>Rappel de la prescription :</u>		
Le décapage des terrains est réalisé progressivement, en accord avec le plan de phasage. Pour les parcelles 477, 478, 645 pp et 1488, l'exploitant doit obtenir une autorisation de défrichement, préalablement à toute exploitation.		
<u>Constat :</u>		
L'exploitant a présenté un arrêté préfectoral daté du 8/09/2016.		
Conclusion		Délai ou calendrier (*)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation		
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°9		
Référence réglementaire Article 20 de l'APA du 20/09/2016		
<u>Rappel de la prescription :</u>		
Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.		
<u>Constat :</u>		
Il convient de rappeler à l'exploitant l'obligation d'indiquer les limites de la zone exploitable au moins dans le secteur en cours d'exploitation.		
Conclusion		Délai ou calendrier (*)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation		
<input checked="" type="checkbox"/> Observation	Faire apparaître la limite exploitable sur le prochain plan d'exploitation (cf. constat n°2)	3 mois
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°10		
Référence réglementaire Article 21 de l'APA du 20/09/2016		
<u>Rappel de la prescription :</u>  L'exploitation de la carrière doit satisfaire aux conditions suivantes <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres.</li> <li>- En cours d'extraction, la pente des gradins est adaptée de manière à assurer en toute circonstance la stabilité des terrains.</li> <li>- Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur minimale de 10 mètres. En fin d'exploitation, ces banquettes peuvent être ramenées à une largeur de 5 mètres.</li> </ul> Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 445 m NGF.		
Conclusion		Délai ou calendrier (*)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation		
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Constat N°11		
Référence réglementaire Article 29.2 de l'APA du 20/09/2016		
<u>Rappel de la prescription :</u>  L'exploitant fait réaliser, par un organisme compétent, une étude hydraulique et hydrologique, dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté. Cette étude a pour objectif de déterminer les incidences de l'ouvrage susvisé sur les conditions d'écoulements du ruisseau le Monclaret, et de définir, le cas échéant, les conditions nécessaires à la préservation du ruisseau.		
<u>Constat :</u>  L'exploitant a fourni le rapport relatif à cette étude intitulé : « Incidence du prélèvement d'eau de la carrière de St Georges-Hautes-Ville sur le ruisseau Le Monclaret » Expertise Hydrologique – Etude I7-044/42 – 31/10/2017		
Les conclusions de l'expertise sont les suivantes : Les incidences de ces pompages sur le Montclaret : <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> sont faibles (baisse inférieure à 10%) et temporaires pour l'éventuel pompage dans le puits (moins d'une heure par jour)</li> <li><input type="checkbox"/> n'entraînent aucunement un assec du cours d'eau.</li> </ul> Par ailleurs, les mesures citées dans le chapitre 6 permettront de limiter au maximum cet impact et le rendront même très peu probable, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li><input type="checkbox"/> Création de collecteur d'eau en périphérie de la fosse d'extraction afin de limiter la perte d'eaux météoriques dans l'alimentation du Montclaret ;</li> <li><input type="checkbox"/> Aucun pompage sur le puits de secours en période de fort d'étiage.</li> </ul>		
Conclusion		Délai ou calendrier (*)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation		
<input checked="" type="checkbox"/> Observation	<i>Mettre en œuvre les mesures préconisées dans l'étude de CPGF du 31/10/201</i>	<b>6 mois</b>
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

**Constat N°12**

Référence réglementaire  
Article 29.3 de l'APA du 20/09/2016

Rappel de la prescription :

Un réseau de fossé est créé en limite du site, dans la bande de 10 mètres inexploitée.

Les eaux de ruissellement collectées sur la carrière sont récupérées au point bas dans un bassin de décantation permettant leur stockage et leur utilisation pour les besoins de l'activité.

Un deuxième bassin de 120 m<sup>3</sup> est créé au niveau de la nouvelle plate-forme des installations techniques.

Constat :

Le bassin de 120 m<sup>3</sup> n'a pas encore été créé ainsi que le réseau de fossé. Par ailleurs, le jour de l'inspection, il a été constaté le débordement des cuves de récupération des eaux pluviales. Cette eau s'écoulait sur la piste (au nord du site) puis une partie se perdait dans les zones enherbées à droite de la piste en descendant. Les eaux de pluie doivent être collectées et contenues à l'intérieur de la carrière ; les circuits d'eau doivent être maîtrisés afin d'éviter la dégradation de la piste.

Conclusion		Délai ou calendrier (*)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation		
<input checked="" type="checkbox"/> Observation	<i>Le bassin de 120 m<sup>3</sup> doit être réalisé dans le cadre de la phase 1 (faire une proposition d'échéancier). Amélioration des circuits d'eau.</i>	<b>3 mois</b>
<input checked="" type="checkbox"/> Non conformité	<i>Créer le réseau de fossé conformément à l'AP et à l'étude d'impact du dossier de demande de 2015 (page 188).</i>	<b>3 mois</b>
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		



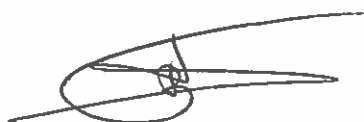
**Suites données par l'inspection**

- ☒ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) :

**Synthèse des suites :**

Cette visite a permis de relever des non conformités vis-à-vis des prescriptions examinées, ainsi que des points faisant l'objet d'observations. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

L'inspecteur de l'environnement



Stéphanie ROME

Vu, adopté et transmis le **7** décembre 2017  
à Monsieur le Préfet de la Loire

Pour la Directrice et par délégation,  
Le Chef de Pôle



Philippe FOURNIER

